

Cote du document: EB 2010/101/R.23/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 14 b) i)
Date: 15 décembre 2010
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de prêt à la République du Mozambique pour le

Projet d'appui au développement de la pêche artisanale

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Alessandro Marini
Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2115
courriel: a.marini@ifad.org

Transmission des documents:

Liam F. Chicca
Fonctionnaire responsable des
organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2462
courriel: l.chicca@ifad.org

Conseil d'administration — Cent unième session
Rome, 14-16 décembre 2010

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	i
Carte de la zone du projet	ii
Résumé du financement	iii
Recommandation pour approbation	1
I. Le projet	1
A. Principal créneau de développement visé par le projet	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	3
D. Objectifs de développement	3
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	4
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	4
H. Avantages et justification économique et financière	5
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	5
J. Principaux risques	6
K. Durabilité	6
II. Instruments juridiques et autorité	6
III. Recommandation	6
Annexe	
Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	7
Appendices	
I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	2

Sigles et acronymes

IDPPE	Institut de développement de la petite pêche
PPABAS	Projet de pêche artisanale dans la zone du banc de Sofala

Carte de la zone du projet

Mozambique

The Artisanal Fisheries Promotion Project and other IFAD-funded ongoing operations



13-10-2010



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République du Mozambique

Projet d'appui au développement de la pêche artisanale

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République du Mozambique
Organisme d'exécution:	Ministère de la pêche
Coût total du projet:	43,5 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	13,85 millions de DTS (équivalant approximativement à 21,1 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
Cofinanceurs:	Fonds belge pour la sécurité alimentaire (FBSA) Autre financeur (non encore identifié)
Montant du cofinancement:	FBSA: 7,1 millions d'USD Autre: 10,9 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	FBSA: don Autre: inconnues
Contribution de l'emprunteur:	1,1 million d'USD
Contribution des bénéficiaires:	3,3 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République du Mozambique pour le Projet d'appui au développement de la pêche artisanale, telle qu'elle figure au paragraphe 37.

Proposition de prêt à la République du Mozambique pour le Projet d'appui au développement de la pêche artisanale

I. Le projet

A. Principal créneau de développement visé par le projet

1. Le projet répond à une préoccupation importante du secteur de la pêche artisanale au Mozambique tout en tirant parti, dans le même temps, d'une possibilité de développement. Les eaux côtières d'accès relativement aisé pour les artisans pêcheurs sont aujourd'hui fortement surexploitées dans de nombreuses zones du fait d'une utilisation intensive accrue de techniques de pêche telles que les seines de plage. Les prises diminuent et le rendement par unité d'effort commence à baisser. À l'inverse, de nombreuses zones de pleine mer sont encore largement sous-exploitées le long du littoral. En créant les conditions permettant aux pêcheurs artisanaux de diversifier leurs activités en se tournant vers la pêche hauturière, le projet non seulement permettra aux communautés de pêche d'augmenter les revenus qu'elles tirent de leur travail, mais entraînera aussi une diminution de l'effort de pêche dans les eaux côtières.

B. Financement proposé

Modalités et conditions

2. Il est proposé que le FIDA accorde à la République du Mozambique un prêt d'un montant de 13,85 millions de DTS (équivalant approximativement à 21,1 millions d'USD), à des conditions particulièrement favorables pour contribuer au financement du Projet d'appui au développement de la pêche artisanale. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an. L'emprunteur a demandé que les coûts raisonnables correspondant aux impôts et droits (estimés à 1,3 million d'USD) soient inclus dans les dépenses financées par le FIDA. Cela favorisera les économies et l'efficacité pour les activités fiduciaires et opérationnelles, notamment, mais pas seulement, sur le plan des flux de fonds et de la communication des informations. L'expérience des projets et programmes déjà financés par le FIDA dans ce pays montre que l'emprunteur ne dispose pas des capacités nécessaires pour apporter en temps voulu des fonds suffisants pour prendre en charge les impôts et droits, ou pour les rembourser rapidement si le programme ou le projet avance les montants dus au moyen du produit du prêt du FIDA. Cet obstacle porte gravement préjudice à la mise en œuvre des programmes et projets et pose des problèmes fiduciaires à l'emprunteur. Ce dernier affirme par ailleurs que la législation ne lui permet pas d'exonérer le projet de tout impôt. En l'occurrence, le FIDA suit la démarche appliquée par la Banque mondiale en matière de financement des impôts. La direction s'est assurée que les paramètres de financement de la Banque mondiale pour le Mozambique permettent le financement des impôts et droits, et en pratique la Banque se charge d'appliquer ces paramètres.

Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

3. L'allocation fixée pour la République du Mozambique au titre du SAFP est de 39,8 millions d'USD sur les trois ans du cycle SAFP 2010-2012. Le projet utilisera 21,1 millions d'USD de l'allocation; les 18,7 millions d'USD restants seront consacrés à des investissements ultérieurs dans le cadre du nouveau programme d'options stratégiques pour le pays 2011-2015 qui sera présenté au Conseil d'administration en mai 2011.

Corrélation avec les critères du cadre national de dépenses à moyen terme

4. Le cadre de dépenses à moyen terme du Mozambique est établi pour une période de trois ans. Pour 2011-2013, la dotation prévisionnelle globale du secteur de la pêche dépassera 150 millions d'USD. Tous les programmes et projets qui bénéficient de l'appui du FIDA au Mozambique sont inscrits au budget et sont donc compatibles avec le cadre de dépenses à moyen terme.

Corrélations avec les approches nationales sectorielles ou d'autres instruments de financement conjoints

5. Il n'y a pas de dispositif d'approches sectorielles dans le secteur de la pêche au Mozambique. Il existe cependant un groupe de coordination des donateurs auquel le FIDA participe par l'intermédiaire de son bureau dans le pays.

Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État

6. Le Mozambique a bénéficié d'un allègement de sa dette au titre de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE) en 1998 et a atteint le point d'achèvement au titre de l'Initiative PPTE renforcée en septembre 2001. D'après la dernière analyse de soutenabilité de la dette conduite conjointement par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international en juin 2010, le risque de surendettement étant faible au Mozambique, le pays ne peut donc prétendre à une aide financière sous forme de don au titre du Cadre de la soutenabilité de la dette.

Flux de fonds

7. Les fonds seront déposés sur un compte désigné à cet effet libellés en dollars des États-Unis. Ils seront ensuite transférés, selon la nature des dépenses, soit sur les comptes du projet à l'Institut de développement de la petite pêche (IDPPE), soit sur le compte unique du Trésor afin que les paiements soient effectués au moyen du système électronique d'information et d'administration des finances publiques (e-SISTAFE).

Modalités de supervision

8. Le projet sera directement supervisé par le FIDA.

Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA

9. Aucune dérogation n'est prévue.

Gouvernance

10. Les mesures suivantes sont prévues afin de renforcer les aspects du financement du FIDA qui ont trait à la gouvernance: i) recours à la même unité de coordination du projet que celle du Projet de pêche artisanale dans la zone du banc de Sofala (PPABAS), étant donné ses capacités avérées de gestion opérationnelle et financière; ii) application des normes et procédures du FIDA en matière fiduciaire qui ont été efficaces dans le cadre du PPABAS et sont encore renforcées dans le cadre du programme de pays, notamment dans les domaines de l'information financière, de l'audit et de la passation des marchés; et iii) renforcement du rôle des bénéficiaires et des communautés dans la programmation et le suivi des investissements.

C. Groupe cible et participation

Groupe cible

11. En accord avec la Politique du FIDA en matière de ciblage, le groupe cible principal comprend les personnes pauvres qui pratiquent la pêche et ses activités connexes, pour lesquelles la pêche et les produits de la pêche constituent le moyen essentiel de subsistance et souvent la seule source de liquidités. Un groupe cible secondaire comprend les ménages pauvres qui tireront des avantages directs des activités du projet (par exemple en tant que membres des groupes d'épargne et de crédit et en tant qu'ouvriers contractuels pour la construction des routes) sans nécessairement être associés au secteur de la pêche. Un troisième groupe de bénéficiaires directs du projet englobe les personnes relativement aisées et les institutions, deux composantes essentielles au fonctionnement de la chaîne de valeur.

Méthode de ciblage

12. La stratégie de ciblage comprend: i) une bonne couverture géographique pour garantir la participation progressive des communautés pauvres et reculées aux pôles de croissance économique; ii) des activités différenciées pour les divers segments de la population des pêcheurs; iii) la promotion d'organisations communautaires inclusives telles que les groupements d'épargne et de crédit; et iv) une formation intensive du personnel sur les problématiques du ciblage, de la parité hommes-femmes et du VIH/sida.

Participation

13. La participation de toutes les parties prenantes sera encouragée moyennant la programmation des pôles de croissance, le bilan et les processus de suivi annuels, qui serviront à déterminer les priorités pour l'affectation des ressources du projet. Une fois établis les profils de la pauvreté et les caractéristiques de la problématique hommes-femmes au sein des communautés de pêche, des stratégies seront introduites pour garantir l'inclusion effective des familles très pauvres et des femmes dans les activités du projet.

D. Objectifs de développement

Objectifs clés

14. Le but du projet est d'améliorer les revenus et les moyens d'existence des ménages pauvres vivant de la pêche artisanale dans les pôles de croissance retenus. Cet objectif de développement vise à accroître de manière durable les gains que tirent les pêcheurs artisanaux et les petits opérateurs commerciaux de la vente du poisson.

Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions

15. Le projet poursuivra le processus entamé avec le PPABAS, à savoir: renforcer la capacité du gouvernement, et notamment celle de l'IDPPE et des institutions de pêche associées, en ce qui concerne le développement du secteur de la pêche artisanale et la mise en place d'un environnement politique et réglementaire à l'appui de ce développement.

Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA

16. Le projet est compatible avec le Cadre stratégique du FIDA 2007-2010, qui souligne le rôle important que joue l'accès à des marchés transparents et compétitifs pour autonomiser les ruraux pauvres et, partant, accroître leurs revenus et améliorer leur sécurité alimentaire. Le projet est également compatible avec le programme d'options stratégiques pour le pays mené par le FIDA, notamment en ce qui concerne l'objectif stratégique d'intégration de la pêche artisanale dans l'économie de marché en l'orientant vers des activités économiques rentables.

E. Harmonisation et alignement

Alignement sur les priorités nationales

17. Le projet est conforme aux principales orientations stratégiques du gouvernement définies dans son Plan d'action pour la réduction de la pauvreté absolue 2006-2009

et dans son Plan stratégique pour le développement du sous-secteur de la pêche artisanale. Le projet conjugue réduction de la pauvreté et développement économique durable, à la différence près qu'il mise sur l'efficacité des liaisons commerciales au bénéfice des petits pêcheurs.

Harmonisation avec les partenaires du développement

18. Le FIDA est membre du groupe de coordination des donateurs et, du fait de son partenariat à long terme avec l'IDPPE, est considéré comme l'un des donateurs majeurs dans le secteur de la pêche artisanale. Outre la coordination des activités avec deux programmes financés par le FIDA au Mozambique – le Programme d'appui au financement rural (également soutenu par la Banque africaine de développement), et le Programme de promotion des marchés ruraux – le projet assurera la liaison avec le Programme d'aide au secteur de la pêche financé par le Gouvernement norvégien pour coordonner les initiatives de renforcement des capacités et d'élaboration des politiques, et avec le Projet de pêche du sud-ouest de l'océan Indien financé par un programme de développement conjoint Banque mondiale/Programme des Nations Unies pour le développement, pour ce qui est de l'évaluation des ressources halieutiques à disposition du secteur artisanal.

F. Composantes et catégories de dépenses

Principales composantes

19. Le projet comprend quatre composantes: i) appui au développement basé sur la valeur ajoutée du poisson; ii) amélioration de l'infrastructure économique; iii) développement des services financiers; et iv) renforcement institutionnel, initiatives concernant les grandes orientations et gestion du projet.

Catégories de dépenses

20. Le projet compte sept postes de dépenses: i) travaux de génie civil (27%), ii) véhicules, équipement et matériel (4%); iii) assistance technique, contrats, études, formation et ateliers (21%); iv) dispositif concernant la filière (20%); v) dons de contrepartie de la ligne de crédit innovation et sensibilisation (2%); vi) dépenses d'équipement (11%); et vii) dépenses de fonctionnement (15%).

G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats

Principaux partenaires d'exécution

21. Le ministère de la pêche désigne l'IDPPE en tant qu'organisme d'exécution principal; les autres parties au projet sont notamment, mais pas seulement, l'Administration nationale de pêche, l'Institut de recherche halieutique, l'Institut national pour le contrôle de pêche, l'Administration nationale des routes, la Compagnie électrique du Mozambique et le fonds national pour l'énergie. Des contrats seront passés avec des entités du secteur privé et de la société civile s'ils jouissent d'un avantage comparatif, pour la fourniture de services financiers par exemple.

Responsabilités en matière d'exécution

22. Le projet conjuguera les avantages comparatifs du secteur privé et le contrôle et le soutien du gouvernement. Tandis que l'IDPPE aura la responsabilité globale de l'exécution, par l'intermédiaire de l'unité de coordination du projet et des délégations provinciales de l'IDPPE, le secteur privé jouera un rôle clé en permettant aux pêcheurs de développer leurs activités et d'accroître leurs revenus; des banques commerciales seront co-investisseurs du volet chaîne de valeur du projet et étendront leur rayon d'action aux pôles de croissance économique; des investisseurs privés financeront et/ou dirigeront des installations clés telles que des fabriques de glace.

Rôle de l'assistance technique

23. Un service d'expertise et d'assistance technique à long terme, avec un rôle de conseil et de renforcement des capacités, sera intégré à l'IDPPE; ses agents, spécialisés dans des domaines techniques clés, interviendront soit dans les divisions de l'IDPPE soit dans les délégations provinciales de cet institut.

Situation des principaux accords d'exécution

24. Des mémorandums d'accord seront signés dès le départ entre les principaux partenaires d'exécution, à savoir l'Administration nationale des routes, la Compagnie électrique du Mozambique et le fonds d'aide à la réhabilitation économique du Programme d'appui au financement rural, sur le modèle des accords similaires déjà en vigueur pour d'autres programmes soutenus par le FIDA.

Principaux partenaires financiers et montants engagés

25. Le coût total du projet est de 43,5 millions d'USD sur une période de sept ans. Les sources de financement sont: le FIDA (49%); le gouvernement (3%); le Fonds belge pour la sécurité alimentaire (16%); d'autres financeurs¹ (25%); les institutions financières partenaires (5%); et des entrepreneurs du secteur privé (2%).

H. Avantages et justification économique et financière

Principales catégories d'avantages découlant du projet

26. Le projet permettra essentiellement d'accroître les revenus d'une large proportion des ménages des communautés de pêche. On prévoit que 13 600 ménages pauvres et 1 700 ménages un peu mieux lotis travaillant dans le secteur de la pêche ou dans des domaines connexes bénéficieront directement d'un accès amélioré aux marchés, aux services financiers, aux intrants, au matériel et aux bateaux de pêche. De plus, environ 25 000 ménages pauvres qui ne sont pas directement concernés par la pêche tireront avantage de leur participation aux groupes d'épargne et de crédit et des possibilités d'emploi créées par les travaux d'infrastructure routière. Enfin, entre 40 000 et 60 000 ménages supplémentaires bénéficieront d'un accès routier amélioré et de l'alimentation en électricité.

Viabilité économique et financière

27. Les modèles relatifs aux unités de production et à la chaîne de valeur dans le secteur de la pêche indiquent des augmentations significatives de la rémunération brute et nette, avec des taux de rentabilité après financement allant de 13 à 60%. Le projet dans son ensemble affiche un taux de rentabilité économique de 25%.

I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement

Modalités de gestion des savoirs

28. D'une manière systématique, le projet extraira, analysera, renseignera et diffusera les savoirs tirés de l'expérience et des meilleures pratiques, tout en renforçant la capacité de gestion des savoirs de l'IDPPE et des autres institutions intervenant dans le projet. Les experts participants seront responsables de la gestion des savoirs au sein de l'IDPPE dans son ensemble de même qu'au sein du projet, une mesure qui accroîtra l'impact institutionnel.

Innovations en matière de développement

29. L'innovation est le moteur principal du projet. Le développement de la chaîne de valeur sur le segment de marché du poisson frais entraînera des innovations, une application à plus grande échelle et l'adaptation de solutions techniques à tous les stades de la filière – des bateaux de pêche et des systèmes à propulsion jusqu'aux équipements de pêche et à la transformation du poisson, notamment grâce à l'utilisation de la glace. Le projet encouragera aussi des mécanismes de financement innovants (le fonds d'atténuation des risques) pour améliorer la perception du risque qu'ont les institutions financières dans le secteur de la pêche. Par ailleurs, le développement de groupements d'épargne et de crédit au sein d'institutions plus structurées, en lien avec le secteur bancaire, constituera une innovation dans l'histoire du Mozambique.

¹ Le projet fait actuellement l'objet d'une étude en vue d'un cofinancement par le Fonds fiduciaire espagnol pour la sécurité alimentaire.

Approche d'élargissement

30. Quelques-unes des expériences les plus réussies et les plus innovantes parmi celles conduites par le projet dans des zones géographiques spécifiques seront reproduites dans la zone entière du projet. Le renforcement des capacités de l'IDPPE pour qu'il soit à même de tirer des enseignements des projets et de les diffuser en vue de reproduire l'expérience conditionnera largement le processus d'élargissement.

J. Principaux risques**Principaux risques et mesures d'atténuation**

31. Le projet doit faire face à deux risques majeurs: i) les emprunteurs pourraient rencontrer des difficultés pour garantir le financement du prêt pour les investissements cruciaux à moyen terme; et ii) les ressources halieutiques des zones de pêche hauturière pourraient être surexploitées par suite du développement de la chaîne de valeur. Les mesures d'atténuation prévues incluent: i) intervention du fonds d'atténuation des risques pour réduire les problèmes collatéraux, doublée de mesures d'incitation pour que les institutions financières étendent leur rayon d'action aux pôles de croissance; et ii) évaluation préliminaire et continue et suivi des ressources, associés à un renforcement des capacités de gestion des ressources à tous les niveaux.

Classification environnementale

32. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le projet a été classé en catégorie B car il aura en effet un impact positif sur l'environnement en encourageant les pêcheurs à quitter les eaux côtières surexploitées pour des zones de pêche au large sous-exploitées.

K. Durabilité

33. La durabilité des investissements du projet sera assurée en appuyant des investissements privés viables tout au long de la chaîne de valeur et en renforçant les institutions publiques afin qu'elles fournissent au secteur de la pêche artisanale des services plus efficaces.

II. Instruments juridiques et autorité

34. Un accord de financement entre la République du Mozambique et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
35. La République du Mozambique est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
36. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

III. Recommandation

37. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République du Mozambique un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à treize millions huit cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (13 850 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport. Le Fonds ne demandera pas au Gouvernement du Mozambique de mettre à disposition des fonds de contrepartie afin de prendre en charge les coûts raisonnables correspondant aux impôts et droits auxquels le projet est susceptible d'être assujéti.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement: "Artisanal Fisheries Promotion Project"

(Negotiations concluded on 2 December 2010)

Loan Number: _____

Project Title: Artisanal Fisheries Promotion Project (the "Project")

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

and

The Republic of Mozambique (the "Borrower")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2), and the Special Covenants (Schedule 3).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Loan to the Borrower (the "Financing"), which the Borrower shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. The amount of the Loan is thirteen million eight hundred and fifty thousand Special Drawing Rights (13 850 000 SDR).
2. The Loan is granted on highly concessional terms.
3. The Loan Service Payment Currency shall be United States Dollars.
4. The first day of the applicable fiscal year shall be 1 January.
5. Payments of principal and service charge shall be payable on each 1 February and 1 August.
6. One designated account in United States Dollars shall be opened in the Bank of Mozambique by the Borrower for the purpose of receiving the Financing.
7. The Borrower shall provide counterpart financing for the Project in an amount estimated at USD 1.1 million equivalent for the recruitment of additional extensionists and cost-sharing of alternative power supply systems.

Section C

1. The Ministry of Fisheries designates the Institute for Development of Small-Scale Fisheries (IDPPE) as Lead Project Agency.
2. Additional Project Parties include but are not limited to institutions and service providers mentioned in Schedule 1.
3. The Project Completion Date shall be the seventh anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The Fund shall administer the Loan and supervise the Project.

Section E

1. The following is designated as an additional ground for suspension of this Agreement: The Project Coordinator or the Financial Manager shall have been removed from the Project Coordination Unit (PCU) without the prior concurrence of the Fund.
2. The following is designated as an additional general condition precedent to withdrawal: The Project Coordinator, the Financial Manager and the Monitoring and Evaluation/Knowledge Management Specialist shall have been appointed in accordance with Schedule 1.
3. The following are designated as additional specific conditions precedent to withdrawal with regard to the categories listed in Schedule 2:
 - (a) Category I:
 - (i) Expenditures related to the sub-component on Access Road Improvement: The Agreement between IDPPE, the Road Fund (FE) and the National Roads Administration (ANE), as defined in Schedule 1, Section II, paragraph 7B, shall have been approved by the Fund in draft, and a signed copy of such Agreement, shall have been delivered to the Fund;
 - (ii) Expenditures related to the sub-component on Electrification: The Agreement between IDPPE and Electricidade de Mocambique (EDM), as defined in Schedule 1, Section II, paragraph 7B, shall have been approved by the Fund in draft, and a signed copy of such Agreement, shall have been delivered to the Fund; and
 - (iii) Expenditures related to the sub-component on Alternative Power Supply: The Agreement between IDPPE and the National Energy Fund (FUNAE), as defined in Schedule 1, Section II, paragraph 7B, shall have been approved by the Fund in draft, and a signed copy of such Agreement shall have been delivered to the Fund.
 - (b) Category V: The Agreement between IDPPE and the Fund for Support to Economic Rehabilitation (FARE), as defined in Schedule 1, Section II, paragraph 7C, shall have been approved by the Fund in draft, and a signed copy of such Agreement, shall have been delivered to the Fund.

(c) Category VI, expenditures related to the sub-component on Risk Mitigation Fund (RMF): The Subsidiary Loan Agreement between the Ministry of Finance and the financial institution selected to manage the RMF, as defined in Schedule 1, Section II, paragraph 7C, shall have been approved by the Fund in draft; and a signed copy of such Agreement, shall have been delivered to the Fund.

5. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Fund:

Mr. Alessandro Marini
(Country Programme Manager)
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

For the Recipient:

Minister of Finance
Placa da Marinha Popular
Maputo
Mozambique

This agreement, dated _____, has been prepared in the (English) language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Borrower.

For the Fund

For the Borrower

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. *Target Population.* The Project shall directly benefit about 40 000 households, including: about 13 600 poor households involved in fishing and related activities (“primary target group”); approximately 25 000 households will benefit from Project activities but are not necessarily involved in fisheries (“secondary target group”); and about 1 700 households of other direct beneficiaries that are not poor, but will directly benefit from Project interventions and resources given that they are of critical importance to the success of the Project. The target population will be located in the selected growth poles along the whole coastline of Mozambique (the “Project Area”), each growth pole comprising a major fishing centre and a number of fishing centres linked to the major one.
2. *Goal.* The goal of the Project is: to improve incomes and livelihoods of poor households involved in artisanal fisheries in the selected growth poles.
3. *Objective.* The objective of the Project is: to increase the returns from fish sales for artisanal fishers and small-scale operators on a sustainable basis.
4. *Components.* The Project shall consist of the following Components and Sub-Components:
 - A. *Component 1: Supporting Development of Higher Value Fish*, including:
 - (i) Training, demonstrations and support activities;
 - (ii) Market infrastructure;
 - (iii) Staff training and increased institutional capacity;
 - (iv) Feasibility studies, planning and community mobilization;
 - (v) Long-term technical assistance.
 - B. *Component 2: Improving Economic Infrastructure*
 - Sub-Component 2.1: Access Road Improvement*, including: (i) Rehabilitation of unclassified roads; (ii) Rehabilitation of classified roads; (iii) Road transitability maintenance; and (iv) Planning, design, capacity building and supervision.
 - Sub-Component 2.2: Electrification*, including support to establishment of electrification: (i) for growth poles not already connected to the national grid; (ii) within growth poles, to facilities important to fresh/frozen fish marketing; and (iii) from growth poles to important fishing centres.
 - Sub-Component 2.3: Alternative Power Supplies*, for more remote but important outlying fishing centres.
 - C. *Component 3: Developing Financial Services*
 - Sub-Component 3.1: Community-Based Financial Services*, including:
 - (i) Establishment of new savings and credit groups (PCRs);
 - (ii) Capacity building of service providers/NGOs and development of the PCR method;
 - (iii) Support to formal community-based financial service providers;
 - (iv) Provision of business development services and literacy programmes to PCR groups.

Sub-Component 3.2: Financial Support to Value Chain Investments, including: (i) Support to attract financial institutions to fishing areas; (ii) Risk Mitigation Fund; (iii) Infant industry facility; (iv) Innovation fund for women's enterprises; and (v) Specialised business development services.

Sub-Component 3.3: Technical Assistance for Financial Services, including: (i) Rural finance expertise; and (ii) PCR development specialist.

D. Component 4: Institutional Strengthening, Policy Initiatives and Project Management, including: (i) Co-management; (ii) Research and fishing potential; (iii) Gender and poverty targeting; (iv) Policy/legislative initiatives; (v) Monitoring, evaluation and knowledge management; and (vi) IDPPE institutional strengthening.

II. Implementation Arrangements

1. The Project shall come under the auspices of the Ministry of Fisheries, with IDPPE having been designated Lead Project Agency. In addition to IDPPE, the following public institutions shall partner with IDPPE and be directly involved in Project implementation: the National Directorate of Fisheries Administration (ADNAP), the National Institute for Fisheries Research (IIP), ANE, FE, EDM, FUNAE, FARE and relevant district administrations and municipalities. Moreover, the Project will partner with private sector financial institutions and service providers.

2. The Director of IDPPE shall have overall institutional responsibility for ProPESCA, but line responsibility for day-to-day Project implementation shall be delegated to the Project Coordinator, who leads the PCU that is embedded in IDPPE. The provincial delegations of IDPPE shall be charged with coordinating Project activities in the growth poles that fall within their area, under overall oversight by the PCU. IDPPE technical departments shall provide technical support and backstopping to the Provincial Delegations for technical matters related to the Project.

3. The PCU shall be composed of a team of individuals contracted by IDPPE and managed by a Project Coordinator who shall be responsible to the Director of IDPPE. The PCU shall have its main office in IDPPE in Maputo. The PCU shall have overall responsibility for project implementation, including planning, reporting and monitoring project progress and impact, as well as for the overall financial management, including procurement, disbursement and accounting. The PCU shall consist of a Project Coordinator, a Financial Manager, a Monitoring and Evaluation/Knowledge Management Specialist (also Gender Focal Point) and support staff. The PCU shall be supported by technical assistance (TA) experts, including but not limited to, a value chain/marketing specialist, a fisheries technologist, a civil engineer, a rural finance specialist, and a gender/poverty targeting specialist. Each TA expert will be based in the relevant IDPPE technical department and will work with a counterpart assigned by the department.

4. The PCU key staff, who shall have qualifications and experience satisfactory to the Fund, shall be appointed by IDPPE subject to prior approval by the Fund. Key staff shall preferentially be confirmed from the PCU of the closing Sofala Bank Artisanal Fisheries Project (PPABAS) or, alternatively, shall be recruited through a competitive process, with posts open to highly qualified candidates from the private and public sector, although IDPPE staff with satisfactory qualifications and expertise shall be preferred. Specialists for the TA team shall be recruited through a competitive process. All staff recruited through a competitive process shall be appointed for a two-year period with possibility of renewal subject to a satisfactory performance evaluation by IDPPE and the Fund. Civil servants selected for any of the posts above should either resign or obtain leave without pay from the Government and be hired on a contract basis.

5. The Borrower shall establish Project Reference Groups (PRGs) at national and local level to facilitate coordination among key Project parties and stakeholders and their participation in the planning, monitoring and implementation of the Project. The PRGs shall be composed of representatives from key Project partner organizations, including government agencies, civil society and private sector. At local level, PRGs will be created in each growth pole where Project investment will take place. At national level, the PRG shall be chaired by the Director of IDPPE and shall act as the Project Steering Committee.

6. The PRGs shall meet semi-annually and fulfil an oversight and advisory role throughout the Project period, including:

- Involvement in the annual planning by providing advice and inputs for the elaboration of the AWPBs as required. The AWPBs will be approved by the PRG at national level before being submitted to the Fund for no objection;
- Monitoring the Project implementation through review of progress reports, interaction with supervision missions and, if needed, field visits to Project areas to assess progress and achievements;
- Ensuring coordination among the Project parties for a smooth implementation of the Project;
- Provide a consultative mechanism for management to solicit the views of stakeholders at the appropriate level.

7. The following are the specific implementation arrangements by component:

A. Component 1. The component shall be implemented by the PCU based in Maputo with the IDPPE Delegations at the provincial level having a major part of the responsibility for organizing the training, demonstrations and other activities. That training which is within the purview and competence of IDPPE would be undertaken by its provincial and HQ technical staff and extensionists. Other training shall be by specialized service providers. The identification of the activities to be financed each year shall be determined by a growth pole stocktaking, assessment and planning process, involving the main stakeholders in the value-chain. This shall be led by the IDPPE provincial delegations and involve establishing, and annually updating, a technical inventory of economic, technical and social features of the growth poles, including the identification of the main constraints, potentials and opportunities. Based on the assessment and an agreement of priorities, a growth pole investment plan shall be elaborated at the beginning of the Project in each growth pole and subsequently broken down into annual work programmes and budgets, which will be reviewed annually.

B. Component 2. For the roads sub-component, the FE and ANE, working with the districts, shall have overall implementation responsibility, on the basis of an Agreement that will be signed between these two institutions and IDPPE. The Agreement shall be sent to the Fund for prior approval before its signature. ANE shall be responsible for the tendering process for the construction works, as well as for their supervision and certification of completion. The works shall be contracted directly to local road construction companies experienced with labour-based road rehabilitation. The PCU shall monitor the fulfilment by ANE of the agreed work plans. The districts and the PCU/provincial IDPPE Delegations shall be involved in the selection of the roads to be rehabilitated, which shall be identified as part of the growth pole planning process. The district authorities shall assume the responsibility for maintenance of the unclassified roads rehabilitated by the Project and the provincial authorities for the classified roads. For the Electrification and Alternative Power Supply sub-components, EDM and FUNAE respectively shall have overall implementation responsibility, on the basis of an Agreement that will be signed between each of these two institutions and IDPPE. The Agreements shall be sent to the Fund for prior approval before their signature. The works

shall be contracted out to private sector in lots to maximise the interest and competition amongst qualified contractors. If the size and location of works do not justify mobilization of contractors, EDM shall carry out the works through 'force account'. The PCU shall monitor the fulfilment by EDM and FUNAE of the agreed work plans.

C. Component 3. The activities related to Capacity Building of Service Providers and Development of PCR Method shall be implemented by contracted service providers. The Support to Attract Financial Institutions to Fishing Areas shall be implemented by the Innovation and Outreach Facility of RFSP, using its own investment rules, criteria and procedures and matching resources from the RFSP, on the basis of an agreement that will be signed between FARE and IDPPE. The Agreement shall be sent to the Fund for prior approval before its signature. The RMF shall be managed by a financial institution competitively selected. A Subsidiary Loan Agreement shall be signed between the selected financial institution and the Ministry of Finance for this purpose. A Manual for the operations of the RMF shall be elaborated by the selected institution and submitted for approval to IDPPE and the Fund. The Innovation and Infant Industry Facility shall operate under a modality that will be established through a study that shall be undertaken during the first year of the Project.

D. Component 4. For activities related to Co-Management and Research under the Project, IDPPE shall enter into Agreements with ADNAP and IIP respectively, which are the two institutions that have institutional mandate and responsibility in these two areas. For Policy/Legislative Initiatives and Governance, a system shall be established to enable IDPPE to respond to policy/legislative issues arising during Project implementation by setting up dialogue and response mechanisms to feed into national policy debate/formation.

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of Loan Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan, the allocation of the amounts of the Loan to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated ² (expressed in SDR)	Percentage
I. Civil Works	3 310 000	100%
II. Vehicles, Equipment and Materials	840 000	100%
III. TA, Contracts, Studies, Training and Workshops	1 990 000	100%
IV. Value-chain Facility	1 940 000	100%
V. Innovation and outreach facility matching grants	470 000	100%
VI. Investment Capital	770 000	100%
VII. Recurrent costs	3 140 000	100%
Unallocated	1 390 000	
TOTAL	13 850 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

“Investment Capital” means expenditures incurred under the RMF and the Infant Industry Facility;

“Recurrent costs” include salaries, allowances and incremental operating costs.

2. *Start-up Costs.* Withdrawals in respect of expenditures for start-up costs in Categories II, III and VII incurred before the satisfaction of the general conditions precedent to withdrawal shall not exceed an aggregate amount of USD 250 000 equivalent.

² The Allocated Amount is net of expenditures funded by other financiers.

Schedule 3

Special Covenants

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower to request withdrawals from the Loan Account if the Borrower has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project:

1. *Recruitment of additional extensionists.* The Borrower shall ensure the recruitment of additional extensionists in the growth poles where the Project shall invest.
2. *Insurance of Project Personnel.* The Borrower, through IDPPE, shall insure PCU personnel against health and accident risks to the extent consistent with its customary practice in respect of its national civil service.
3. *Maintenance of Market infrastructure.* The Borrower shall ensure that the maintenance of market infrastructure (including roads) constructed and/or rehabilitated under the Project is carried out throughout the Project Implementation Period and continues after the Project Completion Date and that it shall provide necessary financing of such maintenance at the appropriate level.
4. *Planning, Monitoring and Evaluation (PM&E).* The PCU shall develop a PM&E system within 12 months from the date of entry into force of this Agreement with active participation of the IDPPE Departments/Delegations and partner organizations. The system will be based on the existing one for the Sofala Bank Artisanal Fisheries Project (PPABAS). The system will allow for appropriate planning, progress monitoring and evaluation of outcomes and impact.

Project Implementation Manual (PIM). A PIM, including a Financial Management Manual and a section describing the planning and monitoring process of the growth poles investment plans, with emphasis on the mechanisms for involvement of beneficiaries in planning and monitoring of Project activities, shall be finalized by the PCU within 12 months from the date of entry into force of this Agreement having been submitted to the Fund for its comments and No Objection.

Key reference documents

Country reference documents

Poverty Reduction Strategy (PARPA II) 2006-2009, May 2006, Maputo

Agenda 2025, The Nation's Vision and Strategy, 2003, Maputo

Strategic Plan for the Artisanal Fisheries Sub-Sector (PESPA), August 2006, Maputo

Fisheries Master Plan, March 1995, Maputo

Law of Fisheries and General Regulation for Marine Fisheries, September 1990, Maputo

IFAD reference documents

Project design document (PDD) and key files

COSOP

Logical framework

Narrative Summary	Objectively Verifiable Indicators	Means of Verification	Assumptions and Risks
Goal			
Improve incomes & livelihoods of poor HHs involved in artisanal fisheries in selected growth poles.	HHs improvement in assets ownership index] Reduction in prevalence of child malnutrition (%) HHs for which food security has improved (no)	<ul style="list-style-type: none"> Quantitative baseline, mid-term, completion survey including HHs Health statistics, qualitative studies 	
Development Objective			
Increase returns from fish sales for artisanal fishers and small market operators on a sustainable basis	Incremental fishers sales value; Incremental value traders selling dried & fresh fish by PY7 (numbers specified in detailed logframe)	<ul style="list-style-type: none"> baseline, mid-term, completion survey; qualitative studies; ongoing monitoring of fish catches and sales. 	Effective targeting includes poorer and vulnerable households.
Outcomes			
Increased catch of higher quality fish in coastal areas of selected growth poles	Fishing units that predominantly target higher quality fish (no improved boats by PY7); Incremental quantity of higher quality fish caught by fishing units by PY7 (# specified)	<ul style="list-style-type: none"> IIP catch and effort survey data. Point-of-first-sale market records. Ice plant production records. IDPPE/IIP fish prices survey data 	Absence of negative local and national economic / social effects that overshadow project results.
Increased value of fish traded from the artisanal sector in coastal areas of selected growth poles.	Incremental prod'n of ice; Higher value fish traded in markets; Average fish price at growth pole markets (each by PY7 with numbers specified in detailed logframe)		
Project Outputs			
Component 1. Supporting Development of Higher Value Fish (Households receiving project services – no: 13,600)			
<u>Output 1.</u> Diversified, commercially viable fishing units <u>Output 2.</u> Improved organization for post-harvest utilization of fish <u>Output 3.</u> Infrastructure ensure quality fish	Fishers trained in fish handling gear & fishing; boat builders engine mechanics trained; Traders/processors trained in conservation, marketing; Traders/fishers accessing biz dev't services; associations supported; ice plants, markets established (Numbers specified in detailed logframe)	<ul style="list-style-type: none"> Progress reports from contractors, services providers Project monitoring registers Qualitative studies complement indicator-based data 	Demand for higher quality fresh/frozen fish sufficient/growing; Suppliers/services providers operate profitably; Regulation prevents over-exploitation; Risk: insufficient ice utilization due to availability
Component 2. Improving Economic Infrastructure (Households receiving benefiting from roads and electrification – no: 40,000)			
<u>Output 4.</u> Econ Infrastructure ensures effective value chain; <u>Output 5.</u> Improved road access	Elect. lines extended; Roads improved; Local contractors trained; People benefitting from labour-based road works employment;; Roads maintained (Nos. specified)	<ul style="list-style-type: none"> Progress reports EDM records & ANE monitoring Project monitoring registers 	Improved roads lead to required increase in transport availability; No undue shocks in electricity prices
Component 3. Financial Services (Households receiving project services – no: 35,200)			
<u>Output 6.</u> Community-based financial institutions with increased capacity for savings mobilization & lending; <u>Output 7.</u> Institutions actively involved in financing fisheries-related investments	PCR promoters trained; Member-based financial institutions supported; No active savers & borrowers; Value of savings & loans; Solidarity group members joining RFAs; Value matching grants/RMF loans disbursed to formal CBFS providers; Enterprises accessing matching grants; New fin institutions outlets; (Nos. specified)	<ul style="list-style-type: none"> Progress reports o CBFI promoters fin institutions Project monitoring registers Qualitative studies. 	Conducive regulatory framework for financial sector operations; Improved availability of financial resources and services stimulates the target group to respond to opportunities in the emerging value chain.
Component 4. Institutional Strengthening, Policy Initiatives and Project Management			
<u>Output 8.</u> Increased institutional capacity to support resource mgt, prodn & marketing of higher value fish <u>Output 9.</u> Improved policy/legislative framework; <u>Output 10.</u> Effective project management systems	Extensionists recruited, trained & equipped; Districts fisheries admin established; Growth pole resource potential assessment reports; Prov'l and district staff trained by gender/type; Sustainable mgt policies, regulations and legislation introduced; Study, survey and strategy reports produced; AWPBs, progress and audit reports submitted on time; KM products created (Nos. specified)	<ul style="list-style-type: none"> Progress reports from IDPPE delegates contracted TA Project monitoring registers on institutions Quantitative survey reports 	Risks: Lack of local regulation and resource management due to delays in setting up the district fisheries administration; Policy/regulatory development emphasises conservation interests without adequately considering artisanal fisheries